

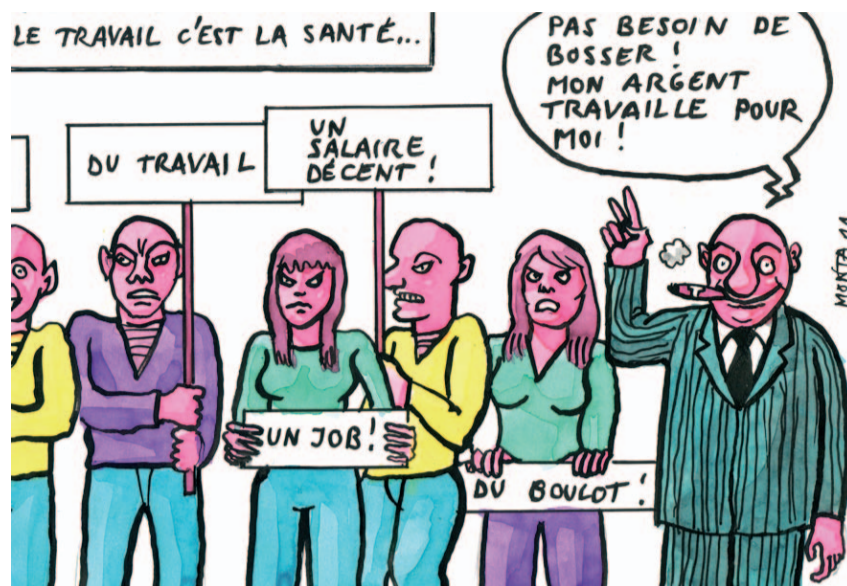
Il faut connaître la pauvreté pour la combattre!

Des associations comme Caritas proposent d'organiser des Etats généraux pour lutter contre ce fléau.

Une récente enquête de l'Office fédéral de la statistique confirme les estimations faites par Caritas ces dernières années. Une personne sur dix en Suisse vit en dessous du seuil de pauvreté. 6,7% de la population est même confrontée à des privations matérielles conséquentes¹. Voilà qui contraste avec l'image d'opulence généralisée qui est associée à notre pays. Cette situation s'est aggravée depuis une vingtaine d'années avec un approfondissement des inégalités. Le réseau Caritas a lancé des motions parlementaires² dans plus d'une dizaine de cantons pour mieux connaître l'ampleur et l'évolution de la pauvreté afin de stimuler des stratégies pour la combattre. A Genève, Caritas s'est associée avec le Centre Social Protestant, le mouvement ATD (Agir en toute dignité) - Quart Monde, le Mouvement populaire des familles, l'ALCIP (Association de Lutte Contre les Injustices sociales et la Précarité) et Mesemrom (Association de défense des droits des Roms) pour initier une réflexion commune et interpeller les autorités, en plaidant pour que Genève s'engage dans une véritable stratégie de lutte contre les situations de pauvreté. Une motion a été déposée en avril 2010 et fait actuellement l'objet d'un suivi par le Grand Conseil genevois. Les associations susmentionnées ont travaillé ensemble les propositions résumées ci-dessous.

Mieux prendre la mesure des situations de pauvreté

Une première urgence réside dans la nécessité de rassembler les données éparses concernant les situations de pauvreté et les risques de précarisation accrue qui se vivent dans notre canton. Les statistiques aisément disponibles mettent en évidence les situations prises en charge, notamment par l'Hospice général et le service des prestations complémentaires, les services versant une allocation au logement ou des avances de pension alimentaire. L'Observatoire de l'emploi met de son côté en évidence tout ce qui est lié aux prestations de l'assurance chômage. Cela veut dire que l'on connaît les situations qui font l'objet d'un suivi par certaines institutions, mais pas le reste. Or il existe de nombreuses situations caractérisées par un entre-deux. Caritas évalue que près de 30% des personnes qui auraient droit à diverses formes d'aide sociale n'y ont pas recours. Soit parce qu'elles ont honte de demander, soit parce qu'elles ne connaissent pas leurs



droits, soit parce qu'elles préfèrent se débrouiller sans les contraintes liées à l'obtention d'une aide publique, soit encore parce que, n'ayant aucun statut légal, elles n'ont nulle part où aller faire valoir des droits. Ce sont les chiffres noirs de la pauvreté. Diverses associations, dont le CSP et Caritas reçoivent une partie de ces personnes pour du conseil ou des aides ponctuelles.

Promouvoir une approche transversale des questions liées à la pauvreté

Prendre la mesure des situations de pauvreté et de leur évolution devrait permettre une réflexion approfondie sur ce que nous pouvons faire mieux afin de prévenir ces difficultés et promouvoir un cadre politique favorable à des conditions de vie dignes pour tout un chacun. Cela nécessite une approche renouvelée qui dépasse les compartimentages institués. On sait en effet combien il est difficile de favoriser des collaborations entre départements responsables de différents secteurs de l'action publique. Or il n'est pas possible de construire une stratégie politique de lutte contre la pauvreté en se cantonnant au seul secteur de l'action sociale. Cela nous condamnerait à agir en aval des problèmes, dans une intervention purement palliative.

Si l'on veut prendre au sérieux les défis d'avenir pour notre collectivité, il est nécessaire de développer une approche transversale des problèmes. A savoir, articuler la politique sociale dans son ensemble aux stratégies concernant la promotion de l'économie et de l'emploi, la politique de la famille, la politique de la formation initiale et conti-

nue, la politique du logement et des transports ou encore de la santé, la politique fiscale, etc.

Des priorités incontournables

Parmi les priorités actuelles, du point de vue des personnes concernées, sur Genève, les questions liées au risque accru d'expulsion de logement et à la faiblesse de l'offre en matière de logements sociaux sont les plus préoccupantes au quotidien. Sans droit à un toit, on se sent dans une telle insécurité que tout le reste paraît secondaire. Cette question est fortement liée à celles des difficultés de paiements et de l'endettement que connaît un nombre croissant de personnes. Il est nécessaire d'intervenir pour détecter et soutenir les individus et les familles face à ces difficultés. Et il est décisif de réfléchir à ce que cette problématique de l'endettement révèle de notre contexte économique et social.

Parmi les éléments qui s'imposent à l'analyse et méritent un approfondissement, on peut mettre en évidence:

- le tassement des salaires, l'augmentation du coût de la vie et la réduction du pouvoir d'achat qui s'ensuit;
- l'entrée de plus en plus difficile des jeunes sur le marché du travail, alors qu'ils sont abreuvés dès le plus jeune âge des mirages de la société de consommation, est encore une autre dimension du problème;
- la question des moyens alloués à la formation initiale et continue, en particulier pour les personnes qui ont rencontré des difficultés dans leur vie est aussi cruciale pour l'avenir de notre canton;
- de même: la fragilisation des familles

et l'augmentation des situations où un conjoint doit assumer seul l'éducation des enfants⁴;

- enfin, les liens entre précarité et santé devraient pouvoir être davantage pris en compte. On constate en effet un lien très fort entre inégalités sociales et inégalités des chances face à la santé et à la durée de vie⁵. Diverses études genevoises le confirment⁶. Le fait que de plus en plus de nos concitoyens tardent à consulter et se faire soigner par manque de moyens est des plus inquiétants, d'autant plus que l'on peut constater que cela a des effets irréparables pour leur état de santé⁷.

Agir de manière concertée, avec l'apport des personnes concernées

Le combat contre la pauvreté regarde en priorité les personnes directement concernées. Ce sont elles qui luttent au quotidien contre les difficultés voire les souffrances que la pauvreté engendre. Ce sont elles qui vivent concrètement les contradictions d'une société dans laquelle les inégalités ont cruellement tendance à augmenter. Ce sont elles qui peuvent le mieux contribuer à améliorer les systèmes de prise en charge existants.

Afin d'associer les personnes concernées, les associations qui ont émis des recommandations pour le suivi de la motion genevoise sur la pauvreté ne se contentent pas de demander un rapport annuel sur l'ampleur et l'évolution de la pauvreté pour mieux la combattre. Elles proposent:

- d'organiser des Etats généraux de la lutte contre la pauvreté, réunissant acteurs publics et associations représentatives pour discuter des recommandations à faire à partir des constats établis;
- d'inclure dans le rapport périodique genevois sur l'ampleur et l'évolution de la pauvreté non seulement des données quantitatives, mais aussi des apports qualitatifs émanant des associations représentatives et des personnes concer-

nées;

- d'associer ces mêmes milieux à la réflexion que suscitera la publication de chaque rapport périodique sous la forme d'assises de la lutte contre la pauvreté.

Si le canton de Genève s'engageait sur cette voie, il ferait un grand pas en avant dans la construction d'une société plus solidaire. Ce n'est pas impossible. Le canton de Berne a montré l'exemple en Suisse. Le rapport bernois, qui en est déjà à sa seconde édition (2010)⁸, a contribué à briser un tabou concernant l'existence d'une pauvreté croissante dans notre pays. Les Bernois ont aussi démontré que l'ensemble des partis politiques avaient à relever le défi de la lutte contre la pauvreté et qu'ils avaient tout à gagner en favorisant la prise de parole des personnes concernées.

DOMINIQUE FROIDEVAUX, SOCIOLOGUE, DIRECTEUR DE CARITAS GENÈVE

Notes:

1. OFS (16.12.10): *Enquête sur les revenus et les conditions de vie*.
2. La motion (1950) genevoise a été déposée par Anne Emery-Torracinta, Christian Bavarel, Philippe Schaller, Marie Salima Moyard, Mathilde Capty, Alain Charbonnier et Christian Dandrès, François Lefort, Brigitte Schneider Bidaux, Lydia Schneider Hausser, Fabiano Forte, Michel Forni, Anne Marie von Arx-Vernon et Olivier Norer.
3. Concernant ce problème, l'introduction proactive de prestations complémentaires pour les familles de travailleurs pauvres constitue une première avancée notable.
4. L'acceptation récente de l'initiative «Pour des allocations familiales dignes de ce nom» par le Grand Conseil genevois (23 juin 2011) constitue aussi une avancée notable en matière de politique familiale.
5. Knöpfel C., Villiger S., *La pauvreté rend malade. Pourquoi les conditions sociales influent sur la santé*, Caritas, Lucerne 2009.
6. Gubéran E., Usel M., *Mortalité prématurée et invalidité selon la profession et la classe sociale à Genève*, Ocirt, Genève 2000.
7. Hans Wolff, Jean-Michel Gaspoz, Idris Guessous, *Health care renunciation for economic reasons in Switzerland*, Swiss Med Weekly, Genève 2011.
8. Canton de Berne, *Rapport social 2010*.

56'000 personnes sont aidées à Genève

La dernière étude approfondie sur l'aide sociale à Genève, publiée en juillet 2011, porte sur l'année 2009. Pour la première fois elle mettait en évidence un taux d'aide sociale pris dans un sens large. C'est-à-dire un repérage des personnes cumulant

durant une année une ou plusieurs prestations sociales sous conditions de ressources. 56'500 personnes étaient concernées en 2009, ce qui place le taux d'aide sociale au sens large à 12,8% de la population genevoise.

L'Espace Solidaire Pâquis: un lieu ouvert à tous

En août, 3'200 personnes sont passées au temple genevois, signalant une augmentation nette de la précarité.

L'Espace Solidaire Pâquis ouvre les portes du temple pour offrir à ceux qui le souhaitent un espace d'accueil, d'écoute et d'accompagnement (au sens de marcher avec). Il s'agit principalement de personnes passantes: migrants, sans domicile fixe, en rupture momentanée. Nous les accueillons sans poser de questions. Nos portes sont toujours ouvertes et tous les services (nourriture, boissons, cours, lettres, etc.) sont gratuits.

L'association s'engage également à leurs côtés pour défendre leurs droits. Nous carburons essentiellement au généreux combustible de bénévoles engagés, aux compétences multiples et d'horizons pluriels.

Un projet sur plusieurs axes

Notre projet repose sur plusieurs axes. Le premier a pour modèle le Relais Citoyen. Les personnes viennent pour des raisons précises comme par exemple établir un CV, rechercher un logement, postuler à une offre d'emploi, etc.

Les ateliers d'initiation au français participent aux activités d'intégration des passants dans la ville. Les

cours sont pensés pour introduire les notions fondamentales du langage courant et sont une manière d'ancrer la population dans leur nouveau paysage. Toutes les autres activités (artistiques, culturelles, etc.) proposées contribuent à cette dynamique. Cependant, les chiffres du mois d'août (environ 3'200 passants) nous inquiètent, nous interpellent et nous effraient.

Un constat alarmant

Nous constatons une augmentation régulière du nombre de passants et une plus grande précarisation de ces derniers. Le nombre de «doubles migrants», c'est-à-dire des personnes ayant dans un premier temps migré en Espagne avant de rejoindre les pays du Nord, la crise frappant durement ce pays, a également fortement augmenté. Ceux-ci sont principalement issus des pays du Maghreb, du Sahel et d'Amérique Latine.

Ces personnes sont esclaves à plusieurs titres. Le premier de par leur condition de vie ici en Suisse: par exemple salaires horaires d'environ 4 francs, logés 4 à 5 par chambres pour un loyer mensuel d'environ 500 francs par lit, ces derniers sont pris en

tenaille entre des patrons qui les exploitent et des «marchands de sommeil» peu scrupuleux.

Le deuxième de par la pression qu'ils subissent de leur famille restée au pays: coups de fil réguliers, non pas pour leur demander de nouvelles mais pour exiger une part du peu d'argent qu'ils arrivent à accumuler ici.

Ils sont aussi esclaves de par la pression exercée par leur propre communauté: Lorsque l'un de ses membres se stabilise avec un permis de séjour et un travail correctement rémunéré, celui-ci se voit alors fortement sollicité afin d'aider financièrement le reste de la communauté.

Enfin, certains ont à subir l'asservissement exercé par certaines églises réclamant leur dîme en échange de leur solidarité, bien qu'ils soient déjà complètement étranglés par les diverses pressions citées précédemment.

Nous sommes donc aux premières loges pour assister aux effets pervers de la mondialisation et de la libéralisation qui laissent ces gens sur le carreau, les poussant à migrer afin de commencer une nouvelle vie qu'ils espèrent meilleure.

FRANCIS HICKEL ET FRANÇOIS COURVOISIER, ESPACE SOLIDAIRE PÂQUIS



A Genève, le temple des Pâquis offre ses services (nourriture, boissons, cours, lettres, etc.) gratuitement.